



TERMES DE RÉFÉRENCE

« Evaluation finale externe du projet USDoS »

RÉCAPITULATIF

| | |
|--|---|
| Projet | « Assistance humanitaire intégrée visant à améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'urgence parmi les populations affectées par le conflit dans les zones difficiles d'accès de l'Est de la RD Congo » |
| Date de début et de fin | 01.10.2024 au 30.06.2026 |
| Bailleur | USDoS – United States Department of State |
| Organisation mandataire de l'évaluation | DCA en République Démocratique du Congo (RDC) |
| Objectif de la mission | Réaliser une évaluation finale externe indépendante du projet financé par USDoS en RDC, afin d'apprécier la pertinence, la qualité, les résultats et les effets de l'intervention, ainsi que d'identifier les enseignements et recommandations pour l'amélioration des futures interventions humanitaires de DCA et de ses partenaires. |
| Durée de la mission | Date de démarrage de la consultance : 15 mai 2026 2026 Date de fin de la consultance : 29 juin 2026 Durée de l'action en mois : 45 jours calendaires |
| Lieu de la mission | République Démocratique du Congo (RDC) Provinces : <ul style="list-style-type: none">• Nord-Kivu : Territoires de Nyiragongo, Masisi, Rutshuru, Lubero, Walikale• Sud-Kivu : Territoire de Fizi |
| Type de Consultant | Bureau d'études spécialisé en évaluation humanitaire, où Consultant(s) indépendant(s) avec expérience avérée des évaluations financées par USDoS. |
| Date Limites de réception des offres | 25 mars 2026 au 05 Avril 2026 |
| Auteur des Termes de Reference (TDR) | Clément BICABA – Head of MEAL DCA/ RDC |



Sommaire

| | | |
|----------|--|----------|
| 1 | CONTEXTE DE LA CONSULTANCE..... | 3 |
| 1.1 | Contexte et justification | 3 |
| 1.2 | Brève description du projet | 4 |
| 2 | DESCRIPTION DE LA CONSULTANCE | 5 |
| 2.1 | Objectifs de l'évaluation..... | 5 |
| 2.2 | Portée de l'évaluation | 6 |
| 2.3 | Les questions d'évaluation | 6 |
| 2.4 | Méthodologie | 10 |
| 2.5 | Livrables attendus | 12 |
| 2.6 | Calendrier prévisionnel..... | 12 |
| 2.7 | Profils des consultant-es..... | 13 |
| 2.8 | Modalités logistiques et sécurité | 15 |
| 2.9 | Critères d'évaluation des offres..... | 16 |
| 2.10 | Soumission des candidatures | 17 |



1 CONTEXTE DE LA CONSULTANCE

1.1 Contexte et justification

La République Démocratique du Congo (RDC), en particulier les provinces de l'Est, demeure affectée par une crise humanitaire complexe marquée par des conflits armés prolongés, une insécurité persistante et des déplacements massifs de populations. Les provinces du **Nord-Kivu et du Sud-Kivu** connaissent une intensification des violences liés aux combats et entraînant une détérioration continue des conditions de vie, une pression accrue sur les communautés hôtes et une fragilisation des mécanismes de protection communautaire.

Les personnes déplacées internes (PDI), les retournés et les communautés hôtes vulnérables sont confrontés à de multiples risques humanitaires, notamment :

- Une exposition accrue aux risques de protection, y compris les violences basées sur le genre (VBG),
- Un accès limité à des abris sûrs et adéquats, ainsi qu'à des articles ménagers essentiels (NFI),
- Une insécurité économique exacerbant les stratégies d'adaptation négatives,
- Et un accès restreint à des services essentiels dans des contextes marqués par l'insécurité et les contraintes d'accès humanitaire.

Les femmes, les adolescentes, les enfants, les personnes âgées et les personnes vivant en situation de handicap sont particulièrement exposés à ces risques, en raison des inégalités structurelles, des normes de genre et de la fragilisation des systèmes communautaires et institutionnels de protection.

C'est dans ce contexte que **DanChurchAid (DCA)** met en œuvre, avec le soutien du **USDoS**, un projet d'assistance humanitaire multisectorielle intégrée, visant à répondre aux besoins urgents de protection, d'abris, de biens essentiels et de moyens de subsistance des populations affectées par le conflit dans l'Est de la RDC. Intitulé «Assistance humanitaire intégrée visant à améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'urgence parmi les populations affectées par le conflit dans les zones difficiles d'accès de l'Est de la RD Congo », le projet cible des zones fortement affectées par les déplacements, combinant des interventions en **Protection/VBG, Shelter/NFI**, tout en intégrant des approches transversales de Do No Harm, de sensibilité au conflit, d'inclusion et de redevabilité envers les populations affectées.

Conformément aux exigences du USDoS en matière de redevabilité, d'apprentissage et d'utilisation des données probantes pour l'amélioration programmatique, une évaluation finale externe indépendante est prévue à la clôture du projet. Cette évaluation vise à analyser la



performance globale de l'intervention, les résultats atteints, les effets observés et les enseignements tirés, afin d'orienter les futures programmations humanitaires de DCA et de ses partenaires dans des contextes similaires. C'est dans ce contexte que DCA recherche un cabinet de consultants qualifiés pour conduire cette mission.

1.2 Brève description du projet

Le projet financé par **USDoS** est une **intervention humanitaire multisectorielle intégrée**, conçue pour répondre aux **besoins urgents et interconnectés** des populations déplacées, retournées et des communautés hôtes vulnérables affectées par le conflit armé dans l'Est de la RDC.

L'intervention combine les secteurs suivants :

a) Protection et Violences Basées sur le Genre (VBG)

- Protection communautaire et monitoring de protection
- Prévention de la VBG, promotion de normes de genre positives et l'autonomisation des femmes
- Soutien psychosocial et référencement vers des services spécialisés
- Appui ciblé aux moyens de subsistance et activités génératrices de revenus (AGR)
- Mitigation des risques de protection et de VBG.

b) Abris (Shelter) et Articles Non Alimentaires (NFI)

- Appui à l'accès à solutions d'abris **d'urgence et/ou transitionnel sûrs et dignes**,
- Distribution d'articles ménagers essentiels (NFI) adaptés aux besoins des ménages vulnérables,
- Intégration de considérations de protection, d'environnement, de genre et de sécurité des bénéficiaires.

L'ensemble des activités est mis en œuvre selon une approche centrée sur les personnes affectées, intégrant systématiquement :

- Les principes de Do No Harm et de sensibilité au conflit,
- L'inclusion des groupes vulnérables, notamment les adolescentes et les personnes vivant avec un handicap,
- Des mécanismes de redevabilité, participation communautaire et feedback.



Le projet a adopté une approche de localisation, en collaboration avec des organisations de base au nombre de quatre (04) disposant d'une forte expertise contextuelle et technique dans les zones d'intervention du projet.

2 DESCRIPTION DE LA CONSULTANCE

2.1 Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de cette mission est de conduire une **évaluation finale externe indépendante et impartiale** du projet financé par **USDoS**, afin d'apprécier la performance globale de l'intervention et de formuler des recommandations basées sur des données probantes.

L'évaluation analysera le projet au regard des **critères ALNAP (Active Learning Network for Accountability and Performance) révisés/OCDE**, alignés sur les attentes du USDoS, notamment : la **pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence, la couverture et inclusion, et l'interconnexion**, ainsi que l'intégration des principes transversaux de **protection, Do No Harm, sensibilité au conflit et redevabilité envers les populations affectées (AAP)**.

De manière spécifique, l'évaluation visera à :

- ✓ **Analyser la pertinence** des interventions multisectorielles (Protection/VBG y compris autonomisation socio-économique des personnes à risque, Shelter/NFI) au regard des besoins prioritaires des populations affectées, de l'évolution du contexte humanitaire et des priorités identifiées par les communautés ciblées.
- ✓ **Évaluer l'efficacité** de la mise en œuvre du projet, en examinant les résultats atteints, les changements observés pour les populations ciblées et les facteurs ayant favorisé ou entravé la performance, y compris les contraintes sécuritaires et d'accès en lien avec la Théorie de changement du projet.
- ✓ **Apprécier l'efficience** du projet, notamment l'utilisation des ressources financières, humaines et matérielles par rapport aux résultats obtenus, ainsi que l'adéquation des modalités opérationnelles (Collaborations, Shelter/NFI, approches communautaires).
- ✓ **Examiner la cohérence** interne et externe du projet, en analysant :
 - La complémentarité et l'intégration entre les différentes composantes sectorielles,
 - L'alignement avec les priorités, stratégies et standards du USDoS,
 - La synergie avec les autres interventions de DCA, des collaborateurs



opérationnels et des mécanismes de coordination humanitaire (clusters).

- ✓ **Évaluer la couverture et l'inclusion**, en analysant la capacité du projet à atteindre les populations les plus vulnérables (PDI, retournés, communautés hôtes), ainsi que l'intégration des dimensions de genre, d'âge, de handicap et de protection dans la conception et la mise en œuvre.
- ✓ **Analyser l'interconnexion** des interventions, notamment les liens entre l'assistance d'urgence, la réduction des risques de protection, le renforcement des moyens de subsistance et la résilience communautaire, ainsi que les connexions avec d'autres projets et acteurs.
- ✓ **Identifier les bonnes pratiques, défis et leçons apprises**, en particulier en matière d'approches multisectorielles intégrées, de localisation, d'intégration socio-économique et aux modalités de construction d'abris et de distribution des kits AME dans des contextes d'insécurité.
- ✓ **Formuler des recommandations**, orientées vers l'amélioration de la qualité programmatique, la prise de décision et la conception de futures interventions dans des contextes similaires.

2.2 Portée de l'évaluation

L'évaluation couvrira l'ensemble de la période de mise en œuvre du projet, allant du **1.10.2024 au 30.06. 2026**. Elle sera conduite dans les zones d'intervention du projet, notamment dans les provinces du **Nord-Kivu** (Territoires de Nyiragongo, Masisi, Rutshuru, Lubero, Walikale) et du **Sud-Kivu** (Territoire de Fizi). Cette évaluation concernera l'ensemble des bénéficiaires directs des activités du projet, les informateurs clefs (structures sanitaires et services sociaux, autorités locales, leaders communautaires, etc.) et les partenaires de mise en œuvre.

2.3 Les questions d'évaluation

La présente section propose une matrice consolidée des questions d'évaluation qui guidera l'analyse du consultant externe. Elle est élaborée conformément aux critères ALNAP révisés ainsi qu'aux exigences méthodologiques du USDoS notamment l'utilisation de critères d'évaluation OCDE/CAD, une approche fondée sur des preuves, le recours à des méthodes mixtes (qualitatives et quantitatives), la participation des parties prenantes clés, y compris les communautés affectées, ainsi que l'intégration des principes transversaux tels que la redevabilité envers les populations affectées, la protection, le genre et le principe de « Do No



Harm ».. Elle servira de base à la conception des outils de collecte de données, à la structuration des analyses et à l'élaboration des conclusions et recommandations. Formulés en deux tableaux, les critères et thématiques transversales sont déclinés en question principales et sous-questions permettant d'orienter précisément l'évaluation.

2.3.1. Matrice d'évaluation

| Critères | Questions d'évaluation clés | Sous-questions détaillées |
|----------------------|---|--|
| 1. Pertinence | Dans quelle mesure les interventions multisectorielles du projet ont-elles répondu aux besoins prioritaires, aux priorités et aux réalités des populations affectées par le conflit ? | <ul style="list-style-type: none">• Les besoins en Protection/VBG, Abris/AME ont-ils été correctement identifiés et hiérarchisés ?• Les interventions étaient-elles adaptées aux besoins spécifiques des femmes, hommes, adolescent·e·s et personnes vivant avec un handicap ?• Le projet a-t-il tenu compte de l'évolution du contexte sécuritaire, des déplacements et des contraintes d'accès humanitaire ? |
| | Dans quelle mesure le projet était-il adapté aux normes sociales, dynamiques communautaires et contraintes sécuritaires ? | <ul style="list-style-type: none">• Les activités ont-elles intégré les normes de genre et barrières socioculturelles locales ?• Les modalités Protection/VBG et Abris/AME ont-elles été adaptées pour réduire les risques de protection ?• Les mécanismes communautaires (CLP, leaders, groupes de femmes) ont-ils été impliqués de manière appropriée ? |
| | Dans quelle mesure le projet a-t-il renforcé les capacités, les systèmes et la coordination pour la préparation et la réponse humanitaire ? | <ul style="list-style-type: none">• Les capacités des structures communautaires et partenaires locaux ont-elles été renforcées ?• La coordination avec les autorités locales et les clusters a-t-elle amélioré la préparation et la réponse ?• Les mécanismes de partage d'informations et d'alerte ont-ils été fonctionnels ? |
| 2. Efficacité | Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint les résultats attendus pour les populations ciblées ? | <ul style="list-style-type: none">• Les interventions ont-elles contribué à la réduction des risques de protection et de VBG ?• Les ménages ont-ils amélioré leur accès à des abris sûrs, dignes et à des AME ?• Le soutien à l'intégration socio-économique a-t-il contribué à la réduction du risque de VBG ? |
| | Dans quelle mesure le projet a-t-il amélioré le sentiment de sécurité, les connaissances et les pratiques de prévention ? | <ul style="list-style-type: none">• Les bénéficiaires ont-ils amélioré leurs connaissances en matière de droits, prévention VBG et protection ?• Les communautés perçoivent-elles une amélioration de leur sécurité et de leur capacité d'autoprotection ?• Les mécanismes de référencement et de suivi des cas ont-ils fonctionné efficacement ? |
| 3. Efficience | Les ressources du projet ont-elles été utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats attendus ? | <ul style="list-style-type: none">• Les ressources financières, humaines et matérielles étaient-elles adéquates et bien allouées ?• Le rapport coûts-résultats est-il acceptable compte tenu du contexte sécuritaire ?• Les délais et volumes de livraison (Shelter/NFI, cash, services) ont-ils été respectés ? |
| | Les modalités | <ul style="list-style-type: none">• Les approches multisectorielles intégrées (Protection- |



opérationnelles choisies
étaient-elles efficaces ?

Dans quelle mesure le projet
était-il cohérent avec les
stratégies de DCA, du USDoS
et les mécanismes de
coordination humanitaire ?

4. Cohérence

Les synergies internes et
externes ont-elles renforcé la
qualité de la réponse ?

Dans quelle mesure le projet
a-t-il atteint les populations les
plus vulnérables de manière
équitable et sûre ?

5. Couverture & Inclusion

Les mécanismes de
redevabilité, AAP et PSEA
étaient-ils fonctionnels et
accessibles ?

Quels changements positifs
ou négatifs, intentionnels ou
non, le projet a-t-il générés
pour les populations ciblées ?

6. Impact

Le projet a-t-il généré des
effets inattendus ?

Dans quelle mesure l'action
humanitaire s'est-elle
connectée à des dynamiques
plus larges de résilience, de
systèmes locaux et de
relèvement ?

7. Interconnexio n

Dans quelle mesure le projet
s'est-il articulé avec d'autres
initiatives et acteurs pour un
effet au-delà de l'urgence ?

Shelter/NFI–Cash) ont-elles amélioré l'efficacité ?

- La collaboration avec les organisations locales a-t-elle contribué à une mise en œuvre plus efficace ?

- Les interventions étaient-elles alignées avec les priorités et standards **USDoS** ?

- Le projet était-il cohérent avec les stratégies et plans des clusters (Protection, Abris/AME) ?

- Les liens entre **Protection et Abris/AME** ont-ils été efficaces ?

- La collaboration entre DCA, partenaires locaux, autorités et acteurs humanitaires a-t-elle renforcé l'impact de l'intervention ?

- Les **PDI, retournés et communautés hôtes vulnérables** ont-ils été adéquatement couverts ?

- Des barrières d'accès (genre, handicap, distance, normes sociales) ont-elles limité certains groupes ?

- Les bénéficiaires connaissaient-ils les mécanismes de plaintes et feedback ?

- Les plaintes ont-elles été traitées de manière sûre, confidentielle et efficace ?

- Les mécanismes PSEA étaient-ils compris et opérationnels ?

- Quels changements observés en matière de **réduction des risques de Protection/VBG** ?

- Effets sur la sécurité perçue, l'autonomie socio-économique et la cohésion communautaire ?

- Effets différenciés selon le genre, l'âge et le handicap ?

- Effets secondaires sur les normes de genre ou les dynamiques communautaires ?

- Risques de tensions, dépendance ou frustrations liées au ciblage ?

- Les capacités des structures communautaires et partenaires locaux ont-elles été renforcées au-delà de l'urgence ?

- Les interventions Protection et Abris/AME ont-elles contribué à une résilience accrue des ménages ?

- Les liens avec d'autres projets de DCA et partenaires ont-ils été efficaces ?

- Les mécanismes communautaires et pratiques introduites sont-ils susceptibles de perdurer sans appui externe immédiat ?



| Thématique transversale | Questions d'évaluation clés | Sous-questions détaillées |
|--|---|--|
| 1. Genre & Violences Basées sur le Genre (VBG) | Dans quelle mesure les considérations de genre et de VBG ont-elles été intégrées de manière transversale dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des interventions multisectorielles ? | <ul style="list-style-type: none">• Le projet a-t-il analysé et pris en compte les normes de genre, inégalités et rapports de pouvoir influençant l'accès aux services ?• Les interventions ont-elles contribué à renforcer la capacité de prise de décision et l'autonomie des femmes et adolescentes ?• Les considérations de genre ont-elles été intégrées dans le ciblage, l'accès aux services (Protection, Abris/AME) et les stratégies de communication ?• Des effets inattendus ont-ils été observés (ex. tensions intrafamiliales, stigmatisation, réactions négatives) et comment ont-ils été atténués ? |
| 2. Participation communautaire & Approche centrée sur les personnes affectées (AAP) | Dans quelle mesure les communautés affectées ont-elles été impliquées de manière significative et continue dans le cycle du projet ? | <ul style="list-style-type: none">• Les mécanismes communautaires (CLP, comités, groupes communautaires) étaient-ils fonctionnels, inclusifs et représentatifs ?• Les femmes, adolescent·e·s et personnes vivant avec un handicap ont-ils participé aux processus de consultation et de prise de décision ?• Les mécanismes de feedback, plaintes et redevabilité (AAP) ont-ils influencé les ajustements programmatiques ?• Les approches communautaires ont-elles renforcé la confiance, l'acceptabilité et la cohésion sociale ? |
| 3a. Protection & Do No Harm (DNH) | Dans quelle mesure le projet a-t-il évité de causer des dommages involontaires et assuré la sécurité, la dignité et la protection des personnes affectées ? | <ul style="list-style-type: none">• Les activités ont-elles généré des risques de protection ou des effets négatifs involontaires pour les bénéficiaires, partenaires ou le personnel ?• Les risques liés aux modalités d'intervention (Protection à base communautaire, WGSS Abris/AME, AGR, services spécialisés, entre autres) ont-ils été identifiés, analysés et atténués ?• Les mécanismes de mise en œuvre ont-ils garanti un accès sûr, équitable et digne, sans exposer les bénéficiaires à des risques supplémentaires ? |
| 3b. Sensibilité au conflit | Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré une analyse et une approche sensibles aux dynamiques locales de conflit ? | <ul style="list-style-type: none">• Les activités ont-elles évité d'exacerber les tensions existantes (communautés hôtes/PDI, genre, accès aux ressources, dynamiques de pouvoir) ?• Les facteurs locaux de conflit et de cohésion sociale ont-ils été pris en compte dans le |



4. Localisation & Renforcement des acteurs locaux

Dans quelle mesure le projet a-t-il renforcé les capacités et le leadership des organisations de base communautaire (OBC) et structures locales ?

ciblage, le choix des zones et les modalités d'intervention ?

- Les approches mises en œuvre ont-elles contribué à renforcer la **cohésion sociale** ou, a minima, à ne pas aggraver les dynamiques de conflit existantes ?
- Les organisations locales ont-elles été impliqués de manière significative dans la **planification, la prise de décision et la mise en œuvre** ?
- Les activités de **renforcement de capacités** étaient-elles pertinentes, suivies et adaptées aux besoins des partenaires ?
- Les structures communautaires locales démontrent-ils une **autonomie accrue** à la fin du projet ?

2.3.2. Apprentissage, bonnes pratiques et défis (Learning)

Dans le cadre de l'évaluation, une attention particulière sera portée à la documentation des apprentissages du projet.

L'évaluation analysera systématiquement :

- Les bonnes pratiques ayant démontré une valeur ajoutée ;
- Les innovations notamment la complémentarité Protection & Shelter & NFI ;
- Les principaux défis opérationnels, sécuritaires, communautaires et institutionnels ;
- Les ajustements réalisés au cours de la mise en œuvre et leur efficacité ;
- Les enseignements clés pour la programmation future de DCA

Cette section devra ainsi répondre également aux questions suivantes :

- - Quelles approches ont le mieux fonctionné et pourquoi ?
- - Quelles limites ou contraintes ont affecté la mise en œuvre ?
- - Quels ajustements ont été opérés en cours de projet et avec quels résultats ?
- - Quels enseignements peuvent être tirés pour la réplique ou la mise à l'échelle

2.4 Méthodologie

Cette évaluation combinera une analyse qualitative et quantitative. L'analyse qualitative devra se baser sur une revue documentaire approfondie, des groupes de discussion (FGDs) avec les bénéficiaires ainsi que des entretiens semi-structurés avec les informateurs clés (KII) du projet (équipe du projet, leaders communautaires, comités de ciblage & redevabilité, autorités locales, prestataires de services, etc.) complétée par l'observation directe.



Le volet quantitatif devra consister à interviewer par questionnaire un échantillon représentatif des bénéficiaires par secteur et couverture géographique (territoire) avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%. Les consultant-es devront ainsi détailler la méthodologie d'échantillonnage qui sera utilisée sachant que les effectifs des bénéficiaires atteints seront fournis par le commanditaire.

Enfin, la méthodologie devra assurer la participation et l'inclusion des différentes parties prenantes et devra être décrite en détail dans l'offre technique, ainsi que dans le rapport préliminaire et final de l'évaluation. Les instruments utilisés pour la collecte et l'analyse des données doivent être annexés aux rapports.

Ainsi, l'équipe de consultant-es retenue proposera une méthodologie rigoureuse, claire et adaptée au contexte, permettant de répondre aux objectifs de l'évaluation et aux exigences du bailleur et de DCA.

La consultation s'étalera sur les trois principales phases suivantes :

Etape 1. Planification de l'évaluation

- Organisation d'une réunion préparatoire avec le département MEAL et le programme (Coordinateurs Techniques, Area Managers, Directeur des Programmes) afin d'approfondir la connaissance sur les attentes et clarifier la méthodologie de l'évaluation ;
- Première analyse documentaire ;
- Elaboration du rapport de lancement, qui intégrera la note méthodologique détaillée et adaptée en fonction des résultats de la première analyse documentaire et des premiers entretiens. Ce rapport devra décliner le processus de mise en œuvre de la prestation et inclure les méthodes, les instruments de collecte et d'analyse des données et un plan de travail/échancier, en concertation avec le Head of MEAL de la mission.

Livrable 1 : Note méthodologique détaillée validée par DCA.

Etape 2. Collecte, revue documentaire et analyse des données

- Revue de l'ensemble des documents relatifs à la consultation ;
- Organisation des rencontres (entretiens individuels, focus groupes, etc.) avec les parties prenantes du projet et autres ;
- Collecte & analyse de données quantitatives et qualitatives ;
- Préparation du rapport provisoire d'évaluation et des résultats clefs ;
- Restitution via un atelier de partage des résultats préliminaires de l'évaluation.



Livrable 2 : Rapport provisoire de l'évaluation et présentation power point.

Etape 3. Elaboration du rapport final de l'évaluation

- Elaboration du rapport final de l'évaluation ;
- Dissémination finale du rapport validé

Livrable 3 : Rapport final de l'évaluation et présentation power point.

2.5 Livrables attendus

Le consultant devra produire les livrables suivants en version française et anglaise :

1. **Note méthodologique détaillée** : proposition complète de l'approche et du plan d'évaluation
2. **Outils de collecte** : questionnaires quantitatifs, guides FGDs et KIIs, et tout outil qualitatif nécessaire.
3. **Guide de facilitation qualitative** : instructions pour la conduite des entretiens et discussions de groupe.
4. **Rapport intermédiaire** : présentation des résultats provisoires à DCA pour ajustements et validation.
5. **Rapport final complet**
6. **Présentation PowerPoint (PPT) de dissémination** : 10–15 diapositives synthétiques pour partager les résultats clés avec les parties prenantes.
7. **Base de données finale et annexes** : données nettoyées, scripts d'analyse, tableaux, et documents annexes utiles pour la validation et exploitation des résultats.

2.6 Calendrier prévisionnel

| No. | Etapes / Livrables | Durée estimée en jours | Dates |
|-----|---|------------------------|------------|
| 1 | Date limite de soumission | 12 jours | 05/04/2026 |
| 2 | Identification et contractualisation avec le consultant | 35 jours | 15/05/2026 |
| 3 | 3.1 Revue documentaire de la documentation pertinente 3.2 Elaboration des outils, y compris la liste des personnes | 25 jours | 10/06/2026 |



| No. | Etapes / Livrables | Durée estimée en jours | Dates |
|-----|--|------------------------|------------|
| | / institutions à interviewer 3.3 Conduite de l'analyse : entretiens, collecte de données, autres | | |
| 4 | Production du 1 ^{er} draft du rapport et un PowerPoint de Présentation des Résultats (cela pourrait se faire en ligne la restitution) | 7 jours | 17/06/2026 |
| 5 | Rapport final en tenant en compte toutes les recommandations formulées et annexes | 7 jours | 29/06/2026 |

2.7 Profils des consultant-es

Le projet recherche **un consultant ou un cabinet spécialisé**, capable de mobiliser une **équipe pluridisciplinaire** pour conduire l'évaluation de manière indépendante, rigoureuse et conforme aux standards humanitaires. L'équipe devra combiner expertise en protection, **VBG, MHPSS, cash, et Shelter & NFI** dans la conduite des évaluations de projets en contexte humanitaire complexe.

Qualifications essentielles

- **Diplôme universitaire avancé** (Master ou équivalent) en sciences sociales, action humanitaire, protection, études de genre, développement international, évaluation de programmes ou domaine connexe.
- **Minimum de sept (7) années d'expérience professionnelle démontrée** dans la conduite d'évaluations humanitaires, incluant des **évaluations finales externes indépendantes**, dans des contextes de conflit ou d'urgence complexe.
- **Expérience avérée dans l'évaluation de projets multisectoriels**, incluant au moins deux des secteurs suivants :
 - Protection et Violences Basées sur le Genre (VBG),
 - Abris/AME,
 - Moyens de subsistance,
 - MHPSS.
- **Au moins trois (3) références professionnelles pertinentes**, incluant des contrats et attestations de bonne fin, relatives à des évaluations finales externes ou évaluations à grande échelle financées par des bailleurs institutionnels.



- **Expérience confirmée avec les cadres et exigences du USDoS**, notamment :
 - Principes humanitaires, redevabilité envers les populations affectées (AAP),
 - Protection mainstreaming, Do No Harm et sensibilité au conflit,
 - Exigences de qualité et d'indépendance des évaluations USDoS.
- **Maîtrise des cadres d'évaluation reconnus**, notamment :
 - Critères **ALNAP révisés**,
 - Cadre **OCDE-CAD** (complémentaire),
 - Standards de qualité des évaluations humanitaires.
- **Connaissance approfondie des standards techniques**, incluant :
 - **GBV AoR** et bonnes pratiques de prévention et réponse VBG,
 - Principes éthiques et de sécurité pour la collecte de données VBG,
 - Intégration protection–cash et protection–Shelter/NFI.
- **Solides compétences en méthodologies mixtes**, incluant :
 - Conception d'outils quantitatifs et qualitatifs,
 - Entretiens individuels, groupes de discussion,
 - Analyse et triangulation des données.
- **Maîtrise des outils de collecte de données mobiles**, tels que **KoboToolbox, ODK, CommCare** ou plateformes équivalentes.
- **Expertise confirmée en éthique et sécurité**, notamment dans la conduite d'évaluations sensibles (VBG, protection), incluant :
 - Consentement éclairé,
 - Confidentialité et protection des données,
 - Gestion des risques pour les participants et les équipes.
- **Excellentes capacités analytiques et rédactionnelles**, avec une expérience démontrée dans la production de rapports d'évaluation clairs, structurés et conformes aux exigences des bailleurs institutionnels ;

Atouts et compétences complémentaires

- Bonne connaissance du contexte **Nord-Kivu** et **Sud Kivu** et des dynamiques humanitaires locales ;
- Maîtrise du français et Anglais (Obligatoire) ;
- Maîtrise du **swahili ou d'autres langues locales** (souhaitée mais non obligatoire) ;
- Expérience préalable avec **DCA ou avec ses partenaires** ;
- Capacité à travailler dans une équipe multidisciplinaire, à coordonner différents profils (statisticiens, spécialistes protection/VBG, experts MHPSS, spécialiste Abris -AME) ;



- Capacités de synthèse et de communication adaptées à la production de **rapports et présentations clairs et opérationnels** pour les parties prenantes humanitaires.

Composition idéale de l'équipe

L'équipe pluridisciplinaire devra inclure selon les besoins, les profils qualifiés et expérimentés suivants :

- Coordinateur / chef de mission -
- Expert.e protection / Violences Basées sur le Genre (VBG)/ MHPSS
- Statisticien / analyste données
- Expert.e Abris/AME

2.8 Modalités logistiques et sécurité

DCA assurera au consultant :

- **Facilitation des accès terrain** et obtention des autorisations nécessaires auprès des autorités locales et communautés ;
- **Contacts communautaires** pour mobiliser les bénéficiaires et partenaires pour la collecte des données ;
- **Briefing sécurité obligatoire** avant le départ sur le terrain et suivi continu des risques sécuritaires.

Le consultant devra **adhérer strictement aux politiques et procédures DCA**, notamment :

- **Code de conduite DCA** : respect des normes professionnelles et éthiques.
- **Normes PSEA (Prevention of Sexual Exploitation and Abuse)** : prévention et signalement de toute exploitation ou abus sexuel.
- **Approche Do No Harm / Sensibilité au conflit** : éviter tout impact négatif sur les communautés et le personnel.
- **Confidentialité absolue des données sensibles VBG** et respect de la vie privée des bénéficiaires à toutes les étapes de l'évaluation.

Le consultant devra également signaler toute situation de risque, incident ou violation des protocoles immédiatement à la supervision DCA.



2.9 Critères d'évaluation des offres

La méthode d'évaluation des offres sera la sélection basée sur la qualité et le coût. Une procédure en deux étapes sera utilisée pour évaluer les propositions ; une évaluation technique et une évaluation financière.

Les propositions seront classées selon leurs scores techniques (St) et financiers (Sf) combinés, en utilisant les poids de 75 % pour la proposition technique ; et 25 % pour le prix proposé. Le score global de chaque proposition sera donc : $St \times 75 \% + Sf \times 25 \%$.

Évaluation technique

Pour l'évaluation des propositions techniques, le DCA prendra en compte les critères et pondérations ci-dessous.

La DCA se réserve le droit de rejeter les offres inférieures à un score technique de 75 points.

| Évaluation technique | | Points maximaux | Candidat | | | | |
|---|---|-------------------|----------|---|---|---|---|
| | | | A | B | C | D | E |
| Expertise du candidat soumettant une proposition | | | | | | | |
| 1 | Disponibilité de procédures d'assurance qualité pour la collecte et l'analyse des données | 10 | | | | | |
| 2 | Connaissance et expérience spécialisées de l'organisation/candidat dans le domaine d'affectation | 15 | | | | | |
| 3 | Qualifications académiques pertinentes du candidat | 5 | | | | | |
| 4 | Organisation/Expérience du candidat dans la région/le pays, par exemple la connaissance de la langue locale, de la culture, du système administratif, du gouvernement, etc. | 10 | | | | | |
| 5 | Rapports de l'organisation/des candidats et affectations précédentes soumises | 10 | | | | | |
| Candidat et/ou organisation sous-total | | <50> | | | | | |
| Organisation et méthodologie proposées | | | | | | | |
| 1 | Dans quelle mesure la proposition montre-t-elle une compréhension de la mission ? | 10 | | | | | |
| 2 | Les Termes de Référence ont-ils été traités en détail suffisant ? | 15 | | | | | |



| | | | | | | | |
|--|---|-------------------|--|--|--|--|--|
| 3 | La méthodologie proposée est-elle appropriée pour la tâche ? | 15 | | | | | |
| 4 | La séquence des activités et la planification sont-elles logiques, réalistes et prometteuses, une mise en œuvre efficace et efficace du contrat ? | 10 | | | | | |
| Organisation et méthodologie sous-totales | | <50> | | | | | |
| Score technique total | | 100 | | | | | |

Interviews

Le DCA se réserve le droit d'appeler pour interviewer les candidats ayant soumis des propositions jugées substantiellement réactives.

Évaluation financière

Chaque proposition recevra un score financier. La proposition financière (FM) la plus basse recevra un score financier (Sf) de 100 points. La formule pour déterminer les scores financiers est la suivante :

$Sf = 100 \times Fm/F$, dans lequel, Sf est le score financier, Fm est le prix le plus bas et F est le prix de la proposition en cours d'évaluation

2.10 Soumission des candidatures

Les dossiers de candidature doivent inclure :

1. **Une proposition technique** détaillant la méthodologie proposée, la planification et la composition de l'équipe ainsi qu'une compréhension de la mission.
2. **Une proposition financière détaillée**, incluant honoraires, primes des agents de collecte, frais de terrain et autres coûts éventuels ;
3. **CV et copie des diplômes de l'équipe pluridisciplinaire**, précisant expériences similaires, compétences et expertises sectorielles ;
4. **Exemple de rapport d'évaluation** comparable, démontrant la qualité analytique et méthodologique (si possible) ;
5. **Références professionnelles** : contacts pour vérification des expériences et missions antérieures ;
6. Les **documents administratifs du cabinet/consultants** à jour.



Dépôt des offres :

Les différentes offres techniques et financières ainsi que les annexes, devront être transmises à l'adresse de souscription suivante : cdprocurement@dca.dk, avec pour Objet :

« **DCA_DRC_ Evaluation finale Externe USDoS** »

Date limite de soumission : du 25 mars 2026 à 00h00 au 05 avril 2026 à 23h59 (Heure de Goma).

Les candidatures incomplètes ou reçues après la date limite ne seront pas prises en considération.

DCA se réserve le droit de ne pas donner de suite à cette procédure de recrutement.

Fait à Goma, le 23/03/2026

Département MEAL DCA/DRC